

Sommaire

Gonaïves, le Fonds OMD restitue la dignité aux handicapés (P. 1-2)

Problématique de la violence: vers une coordination accrue entre les acteurs (P. 3)

En bref

Nouvelle rubrique constituée de brèves (P. 4)

- Le programme Conjoint s'investit dans l'amélioration de l'offre de soins médicaux
- Pour une plus grande adéquation entre les activités de terrain et les attentes locales
- Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des Femmes
- L'ONAVC lance sa première enquête

A Venir

Nouvelle rubrique dédiée aux titres phares de la prochaine parution (P. 5)

- Les Cayes, le Fonds OMD favorise la cohésion sociale au quartier «La Créole»
- Ouanaminthe, le Fonds OMD relève la tête des femmes victimes de violence

Gonaïves,

Le Fonds OMD restitue la dignité aux handicapés

«Je remercie l'OIM qui m'a appris que je pouvais travailler», raconte émue Julaine Noelus, amputée du bras droit, tenant son enfant de 10 mois sur son bras gauche. Cette femme, comme 24 autres personnes handicapées, a été engagée par l'OIM dans une expérience pilote de protection de l'environnement, couronnée de succès.

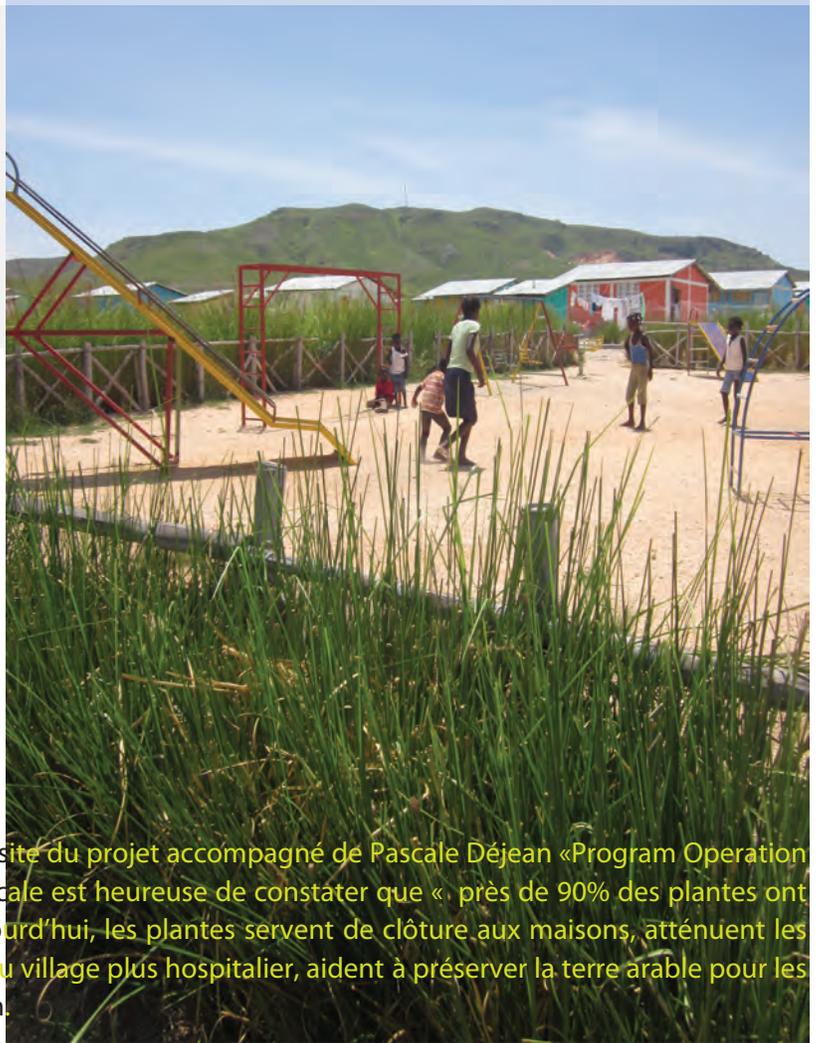
Dans le cadre du Programme conjoint du Fonds pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a réalisé un coup d'éclat en impliquant des personnes à mobilité réduite dans la protection de l'environnement, une première aux Gonaïves.

Julaine Noelus est amputée du bras droit depuis 19 ans qu'elle a fait une chute fatale sur un âne. Elle n'avait que 16 ans à l'époque. Depuis elle croyait qu'elle n'était bonne qu'à faire les corvées domestiques. Elle est devenu membre de l'Organisation des Handicapés de Biennac (OHB) mise sur pied après que les handicapés eurent constatés qu'ils étaient les grands oubliés de la tempête tropicale Jeanne qui a fait pas moins de 2000 victimes et causé d'énormes pertes matérielles aux Gonaïves, en septembre 2004.

Gonaïves, le Fonds OMD restitue la dignité aux handi- capés (suite)

C'est l'OHB qui a contacté l'OIM et permis l'embauche de 25 de ses membres, dont Julaine, sur un projet consistant à planter le vétiver, herbe sauvage à croissance rapide, et le flamboyant dans un village de déplacés construit par une ONG irlandaise, au niveau du morne Biennac. « Avec l'argent gagné, j'ai payé la scolarité de mon fils ainé de 5 ans », nous a confié Julaine.

Un an plus tard, nous sommes revenus sur le site du projet accompagné de Pascale Déjean «Program Operation Assistant » au bureau de l'OIM/Gonaïves. Pascale est heureuse de constater que « près de 90% des plantes ont survécu, en dépit du milieu très aride ». Aujourd'hui, les plantes servent de clôture aux maisons, atténuent les rigueurs du soleil, rendent l'environnement du village plus hospitalier, aident à préserver la terre arable pour les cultures domestiques et préviennent l'érosion.



Mais ce qui encourage les initiateurs du projet ce n'est pas tant l'argent apporté dans les poches de ce groupe vulnérable que les témoignages émouvants des bénéficiaires qui illustrent combien l'expérience a conforté leur « estime de soi », leur « dignité », leur « honneur ». Tout ceci a exercé une incidence positive sur leur habitude, leur rapport avec la société.

« Bon nombre d'entre eux menaient une existence casanière, parfois c'était les parents gênés qui les dérobaient ainsi à la vue de la société ; parfois c'était les handicapés eux-mêmes qui se sentaient gênés par le regard de la société. Aujourd'hui, ils socialisent mieux car ils ont conscience d'être utiles », s'est réjoui Constant Louissaint, président de l'Organisation des handicapés de Biennac, qui regroupe quelque « 280 membres ».

Constant Louissaint insiste sur le fait que l'organisation ne veut ni de la charité ni de la pitié pour les membres. Elle est plutôt en quête d'opportunités pouvant les aider à vivre décemment et dans la dignité.

Convaincue par les résultats de la méthode initiée par l'OIM, l'ONG irlandaise a reproduit le même modèle sur un deuxième village construit à proximité. Tous les bénéficiaires concèdent que les activités ont contribué à réduire la vulnérabilité de l'environnement ainsi que les risques de violence dans leur communauté.

Vers une coordination accrue entre les acteurs

L'Observatoire national de la violence et de la criminalité (ONAVC), de l'Université d'Etat d'Haïti, s'emploie à regrouper les intervenants intéressés à la problématique de la violence et de la criminalité à travers une structure baptisée « Plateforme d'échange sur la violence et la criminalité ». Objectif : favoriser une plus grande coordination et le partage des bonnes pratiques entre les acteurs (Institutions de protection nationales, chercheurs, agences des Nations Unies, ONG...) en vue de garantir une approche rationnelle, intégrée et une plus grande efficacité aux interventions sur le terrain.

Pour répondre à un besoin croissant de coordination et améliorer l'impact de leurs actions sur le terrain, des intervenants sur la problématique de la violence en Haïti ont convenu de se regrouper au sein de la Plateforme d'échange sur la violence et la criminalité.

Placée sous le signe de l'efficacité, cette nouvelle structure créée par l'Observatoire nationale de la violence et de la criminalité (ONAVC), de l'Université d'Etat d'Haïti vise notamment à : améliorer la communication entre les différents partenaires ; renforcer l'habitude de travail en commun ; rendre plus accessible les données disponibles sur la violence en Haïti ; réduire le risque de duplication et le niveau de disparités dans les interventions.

« Un plan d'action annuel », c'est ce que réclame les membres de la Plateforme. Et ce plan sera le ciment qui tient la structure et gardera les membres mobilisés, c'est ce qu'ont défendu les représentants de la Direction centrale de la Police judiciaire, l'Administration pénitentiaire nationale, l'Université d'Etat d'Haïti, l'International Crisis Group, RVC/Minustah, PNUD/F-OMD, ONUFEMMES, la Commission Justice et paix (JILAP), Concern Worlwide, CARLI, Jurimédia et Unité Santé Droit.

Tous ces intervenants ont rappelé que de grands espoirs sont fondés dans cette structure qui devra aider ses membres à « mieux accomplir » leur mission et à l'Etat haïtien de disposer d' « informations fiables, complètes et actualisées » pour pouvoir renforcer et/ou définir des projets, programmes et politiques publiques cohérentes, « particulièrement en faveur des groupes vulnérables ».

Les rencontres de la Plateforme donnent aussi l'occasion aux participants de partager des initiatives en cours dans leurs institutions respectives. Entre autres, sont en cours de lancement pour l'été 2011 un projet de cartographie actualisée des intervenants sur la problématique violence ainsi qu'une enquête de victimisation dans cinq villes du pays. Cette enquête, « sera menée auprès d'un échantillon représentatif des chefs de foyers dans cinq villes du pays (Cayes, Gonaïves, St Marc, Port de Paix et Ouanaminthe), fournira des données et/ou des tendances sur les certaines formes de violences (physiques, conjugales, sexuelles...) le niveau d'acceptation de la violence et le degré d'efficacité des acteurs de sécurité », a annoncé le Gestionnaire de l'ONAVC M. Claude Mane Das qui a également promis de rendre public les résultats de cette étude en mai 2012 lors du Colloque scientifique international sur la violence en Haïti, au Karibe Convention Center.

La Plateforme d'échange sur la violence et la criminalité se réunit tous les derniers mercredi du mois, au local de l'ONAVC sis à la **Rue Pacot 1 #3**, non loin de la Commission haïtienne de Coopération avec l'UNESCO. Pour de plus amples informations veuillez visiter : www.onavc.ueh.edu.ht ou appelez au (509) 36747277/ 37023416. L'ONAVC est supporté par le Programme conjoint pour la prévention des conflits et la cohésion sociale, coordonné par le PNUD.

Prise en charge des victimes de violence

Le Programme Conjoint s'investit dans l'amélioration de l'offre de soins médicaux

En partenariat avec l'Observatoire national de la violence et de la criminalité et URAMEL (Unité de Recherche et d'Action Médico-légale), le Programme Conjoint lance une évaluation des centres de Santé dans cinq villes cibles (Gonaïves, Saint-Marc, Port-de-Paix, Ouanaminthe et Les Cayes) en vue d'améliorer la prise en charge médicale des femmes victimes de violence dans ces villes. Formation du personnel soignant, achats d'intrants, d'équipement et de matériel médical permettront par la suite d'améliorer les services de prise en charge médicale.

Ce partenariat permettra aussi de mieux comprendre l'évolution des cas de violences au niveau des centres de santé des cinq villes cibles du programme plus Port-au-Prince et de proposer un système simple d'identification et enregistrement des cas de violence dans les hôpitaux, cliniques et centres de santé. Ce système permettra au pays de compléter les données existantes sur les cas de violence. L'Observatoire National de la Violence et de la Criminalité (ONAVC) participera activement à cette recherche et analyse.

Pour une plus grande adéquation entre les activités de terrain et les attentes locales

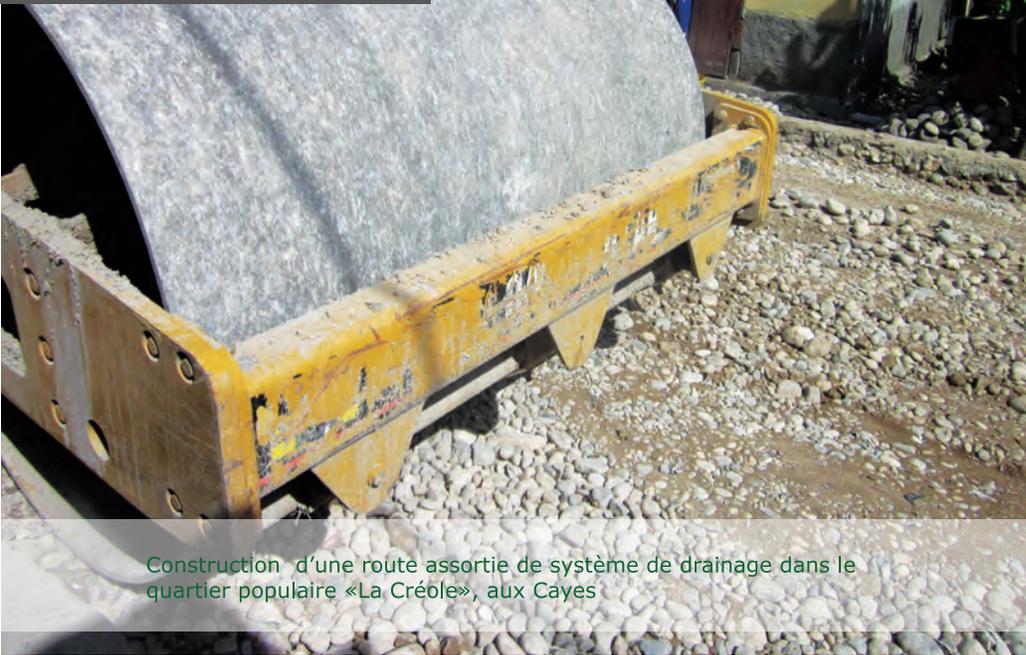
En collaboration avec IDEJEN (Initiative pour le développement des jeunes), une étude majeure sur les attentes des jeunes et des entreprises dans les zones cibles du programme conjoint a été initiée. Cette étude devra permettre d'identifier les attentes des jeunes et des entreprises locales en termes de formation professionnelle, rôle citoyen et débouchés socioéconomiques. Sur la base des conclusions de l'étude, le programme formera les jeunes vulnérables dans les secteurs porteurs locaux et travaillera avec les entreprises locales pour développer des stratégies de placement des jeunes formés.

Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes

Le programme conjoint et ses partenaires travaillent à l'élaboration d'un projet de sensibilisation contre les violences conjugales à l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des Femmes, et ce dans les villes cibles du programme conjoint.

L'ONAVC lance sa première enquête

L'ONAVC a lancé aux Gonaïves son enquête de victimisation en collaboration avec le Centre International pour la Prévention de la Criminalité le 27 septembre 2011. Les enquêteurs (une trentaine d'étudiants des facultés régionales ont été formés par URAMEL et le CIPC) resteront sur place jusqu'au 3 octobre. L'enquête de victimisation conduira les enquêteurs de l'ONAVC aux Gonaïves, Saint-Marc, Port-de-Paix, Ouanaminthe et Les Cayes. L'ONAVC a formé une équipe sur l'utilisation du logiciel SPSS pour un meilleur traitement des données recueillies. L'enquête devra renseigner notamment sur le niveau de tolérance des communautés vis-à-vis de certaines formes de violence et fournira des données devant orienter les stratégies d'intervention en fonction des réalités culturelles spécifiques des régions.



Construction d'une route assortie de système de drainage dans le quartier populaire «La Créole», aux Cayes

Les Cayes, le Fonds OMD favorise la cohésion sociale au quartier «La Créole»

Grâce au Fonds OMD, l'OIM est en train de construire une route dans le quartier «La Créole» aux Cayes. Pour arriver jusque-là, du chemin a été parcouru. Dans ce quartier populaire les maisons sont construites de façon anarchique et la route initiale ne respectait guère la dimension standard requise.

Pour convaincre toutes les parties à casser les maisons se trouvant sur la distance latérale de 6m exigée, des pourparlers ont été initiés par les notables de la communauté. La Mairie et la Délégation ont utilisé positivement de leur influence pour faciliter les débats. À l'issue d'un mois de réunions formelles et informelles, tous les concernés ont accepté, par consensus, de faire le sacrifice de casser eux-mêmes leurs maisons, permettant ainsi à tout le quartier de sortir de l'isolement.



L'ONUFEMMES a facilité la mise en place d'un 5^e (et dernier) centre d'écoute dans le cadre du Programme conjoint. Cette fois, ce fut au tour de la ville d'Ouanaminthe

Ouanaminthe, le Fonds OMD Relève la tête des femmes victimes de violence

En vue d'améliorer la prise en charge des femmes victimes de violence, l'ONUFEMMES a facilité la mise en place d'un centre d'écoute à Ouanaminthe géré par KOFANE, un regroupement de 60 organisations de femmes du Nord-est. Le Centre est situé à proximité du Commissariat d'Ouanaminthe. Il est équipé en matériel de bureau et informatique. Le personnel en charge a suivi, préalablement, une formation sur l'accueil et l'écoute des victimes ainsi que sur la gestion administrative. Il s'agit du cinquième centre d'écoute qu'ONUFEMMES appuie dans le cadre du Programme conjoint.